Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

272 | Octobre-Décembre 2015

Centrafricaine/Afrique centrale : ressources et conflits armés

Le contrôle des ressources de l'État, un enjeu des conflits en Centrafrique

Control over State resources, a political issue in conflicts in Central African Republic

Gervais Ngovon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7634>

DOI : 10.4000/com.7634

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 501-533

ISBN : 978-2-86781-979-7

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Gervais Ngovon, « Le contrôle des ressources de l'État, un enjeu des conflits en Centrafrique », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 272 | Octobre-Décembre 2015, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/com/7634> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.7634>

Le contrôle des ressources de l'État, un enjeu des conflits en Centrafrique

Gervais Ngovon¹

Introduction

De nombreux travaux s'emploient depuis la fin des années 1970 à décrire l'influence que les ressources naturelles, les inégalités, la diversité ethnique et culturelle ainsi que le passé colonial exercent sur les États en Afrique et sur les guerres qui les déchirent². Peu nombreux à se consacrer à la République centrafricaine, ces travaux toutefois n'évoquent qu'insuffisamment les facteurs qui, propres au caractère néo-patrimonial des États africains, contiennent en eux-mêmes des germes d'exclusion et d'affrontements meurtriers.

Quand la théorie du complot international ne prend pas le dessus pour expliquer les guerres intestines sur le continent, ce sont des médias qui, peu regardants sur les responsabilités des acteurs internes, développent abondamment l'idée de déstabilisations par procuration, supposées exclusivement commanditées par des entreprises minières ou pétrolières, tandis que des chercheurs bien intentionnés pointent du doigt, pour les uns, le passé colonial qui aurait laissé « l'Afrique peu préparée à se gouverner elle-même » (Porteous, 2003 : 307-320, voir p. 309), et, pour les autres, l'échec

1. Gervais Ngovon, doctorant, Centre d'études et de recherches de science administrative (CERSA), Université Paris 2 Panthéon-Assas.

2. Après les célèbres ouvrages de René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie* (Le Seuil, 1962) et de Colin Turnbull, *L'Africain désespéré* (Le Seuil, 1965), c'est surtout à partir des années 1970, en effet, qu'ont été publiés des études et essais avec cette forte teneur comme *L'Afrique déboussolée* (Christian Casteran et Jean-Pierre Langellier, Plon, 1978), *L'Afrique désenchantée* (Gabriel Gosselin, Anthropos, 1978), *L'Afrique trahie* (Jean-Claude Pomonti, Hachette, 1979), *Le Continent convoité* (Élikia M'Bokolo, Études vivantes, 1980), *L'Enjeu africain – Stratégie des puissances*, (Gérard Chaliand, Le Seuil, 1980), etc.

d'une institution étatique importée que rejette « avec violence [la logique] de la recomposition identitaire » (Badie, 1992 : 233).

Nombre d'ouvrages de ces éminents auteurs revêtent assurément une pertinence indiscutable. Mais il reste que les analyses portant sur les pratiques politiques internes et sur leur articulation avec les comportements sociaux, ainsi qu'avec les éruptions de violences qui s'ensuivent, méritent d'être approfondies. Le présent article s'inscrit dans cette préoccupation mais se circonscrit à la République centrafricaine. Il entend contribuer à éclairer dans la mesure du possible la trame des tragédies répétitives auxquelles le pays est soumis et questionne à ce propos les motivations véritables des protagonistes nationaux.

Certes, les ressources du sous-sol dans les pays africains, en sus de considérations géopolitiques qu'on ne peut nier, éveillent des convoitises extérieures susceptibles de déclencher, d'alimenter ou d'exacerber les conflits internes. L'implication de parrains politiques régionaux ou lointains et de diverses entreprises internationales, – pourtant pourvues de respectabilité –, dans les filières criminelles liées à l'économie de guerre, a été largement démontrée (Marchal et Messiant, 2002 : 58-69, voir p. 65). Et s'agissant du Centrafrique³, il ne serait pas étonnant que le contrôle de ces ressources naturelles compte au nombre des enjeux des confrontations actuelles.

Mais les analyses portées autour de ces conflits dans les États africains s'attachent un peu trop souvent à ne souligner que les culpabilités extérieures plutôt qu'à explorer simultanément la part de responsabilités des acteurs nationaux. On tend manifestement à penser que ces acteurs nationaux servent uniquement de jouets aux mains de l'extérieur. Sont largement passées sous silence leurs visées personnelles et immédiates aussi bien que leurs stratégies de contournement à des fins individuelles. La lisibilité de l'interaction entre les différents facteurs de ces conflits reste ainsi approximative quant aux causes endogènes.

Faut-il au demeurant considérer les ressources naturelles comme une « malédiction »⁴ ? Le Cameroun, le Gabon et la Guinée équatoriale disposent de ressources extractives importantes mais n'ont point sombré dans la violence tandis que le Congo-Kinshasa tarde à retrouver sa stabilité

3. Contrairement à l'usage auquel les Centrafricains se sont eux-mêmes accoutumés, le nom *Centrafrique* est du genre masculin : le texte de l'hymne national du pays comporte des verbes d'état qui, rapportés au nom *Centrafrique* et tournés en leurs participes passés, s'accordent en effet au masculin. Ce genre grammatical est de mise d'autant mieux qu'il s'agit bien *du* centre de l'Afrique.

4. L'idée d'une « malédiction » des potentialités du sous-sol africain est fort répandue. « Les diamants », écrit par exemple de bonne foi Philippe Hugon (2009 : 63-79, voir p. 76) « ont ainsi un potentiel de développement mais ils sont dans les pays pauvres plutôt une malédiction ».

de l'époque Mobutu, que le Congo-Brazzaville a connu des tourmentes où l'interférence de pétroliers n'est pas contestée et que le Centrafrique quant à lui est continuellement pris de convulsions depuis vingt ans. Des paramètres spécifiques à chaque pays sont donc à considérer, en lien avec les postures et les jeux politiques internes comme en rapport avec d'autres facteurs de politique internationale.

Il est clair, certes, que les ressources extractives en Centrafrique ne laissent point indifférents les protagonistes des rivalités sanglantes qui s'y jouent. Les brimades et les extorsions pratiquées dès 2008 par les mouvements insurrectionnels comme l'UFDR⁵ et la CPJP⁶ contre des diamantaires à Sam-Ouandja, à Sangha et à Bria en ont fourni les premiers signaux. L'exploitation directe de sites aurifères et diamantifères par les responsables de ces mouvements, pratiquée au mépris total du circuit légal, allait très vite confirmer la tendance⁷. Des rapports conflictuels politisés, et d'une complexité extrême, finirent d'ailleurs par s'établir entre l'univers des diamantaires et celui du pouvoir, avec des « pro-Bozizé » d'une part et des « anti-Bozizé » de l'autre. Comme indice flagrant de cette « bataille d'initiés », l'aveu d'hommes d'affaires qui, hostiles à François Bozizé, déclarèrent au travers de médias internationaux s'être servis du diamant pour financer le renversement de ce dernier⁸. Michel Djotodia lui-même se livra à des aveux similaires en avril 2013 : « Aucun pays étranger n'a financé notre marche sur Bangui [...]. Nous nous sommes servis uniquement de notre diamant pour l'équipement et l'alimentation des troupes »⁹.

Cependant, au cœur de ces conflits successifs, un autre enjeu tout aussi crucial que les ressources extractives prend relief et épaisseur : il s'agit des « ressources de l'État » au sens où l'entendent les finances publiques, c'est-à-dire les moyens assignés au fonctionnement de l'État et au développement de ses infrastructures. Recettes fiscalo-douanières, facilités du Trésor public et du domaine foncier de l'État, concours financiers extérieurs ou encore dons en nature semblent en effet procéder de ces ressources dont le contrôle demeure un ressort des conflits, un vecteur de lutte pour le pouvoir.

5. L'UFDR est l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement, un groupe insurrectionnel né fin 2006 au nord-est de la République centrafricaine.

6. Apparue tout aussi au nord-est du pays – mais pour sa part fin 2008 – la CPJP, autre rébellion, a pour nom intégral Convention des patriotes pour la justice et la paix.

7. Sitôt 2010, International Crisis Group a témoigné de faits en ce sens, avec une insistance par ailleurs justifiée sur des agissements où se mêlent rapine, meurtres et passe-droits (ICG, rapport 2010 : 16 et suiv.).

8. Lire à cet égard « Centrafrique : des diamantaires reconnaissent avoir financé la Séléka », Radio France Internationale (RFI), 10 avril 2013, disponible en ligne : <http://www.rfi.fr/afrique/20130410-centrafrique-seleka-diamantaires-bozize>, consulté le 13 décembre 2015. Lire également Hugon (2014 : 6).

9. Propos de Michel Djotodia le 18 avril 2013 à la presse et en sango, langue nationale.

Le mentionner n'est guère excessif. User de rigueur dans l'analyse de la situation conflictuelle particulière du Centrafrique ne peut s'accommoder de quelque autocensure. Les Centrafricains, mieux que d'autres, ont d'ailleurs conscience de certaines stratégies que camouflent les rivalités politico-militaires : ils parlent de « *yé ti têngo* »¹⁰, expression en sango renvoyant à celle si connue de « la politique du ventre » répandue par Jean-François Bayard (2006). Illustratif également est le terme « chercher à manger », groupe de mots devenu un qualificatif moqueur dont ils affublent nombre d'acteurs politiques et d'agents de l'État. D'autant que les responsabilités gouvernementales et administratives sont perçues en ce pays en fonction des rentes qu'elles génèrent, rémunération mensuelle mais surtout subsides indus prélevés sur les ressources de l'État. « La mangeoire principale », écrit à cet égard Jean-Paul Ngoupandé, « est constituée par la vingtaine de milliers de postes offerts par la fonction publique, à quoi il faut ajouter quelques autres centaines provenant des sociétés d'État et d'économie mixte » (1997 : 127).

S'interroger donc sur les ressorts véritables poussant les acteurs nationaux à la confrontation, questionner les motivations d'une « classe politique habituée à utiliser l'État comme [...] sa source de pouvoir, de statut, de rente et autres formes de richesses » (Lafay et Lecaillon, 1993 : 28), c'est simplement s'imposer d'investiguer sur un aspect endogène de ces conflits afin de mieux de les saisir. Il ne s'agit pas dès lors d'un exercice purement théorique, ou, comme pourraient le craindre certains, de verser dans un amalgame tendant à « étudier l'État africain comme l'État des pays occidentaux », ou de vouloir ignorer les originalités centrafricaines, ou encore de s'acharner à critiquer le tribalisme ou l'ethnicité en le privant du « sens » qui serait le sien¹¹. La gravité des drames dont le Centrafrique est sans cesse le théâtre questionne le fonctionnement même de la société. À quoi tiennent ces interminables conflits ? Quelles aspirations véritables motivent leurs protagonistes ? Les discours prônant la construction d'une société égalitaire constituent-ils le seul moteur de leurs batailles ou tiennent-ils plutôt lieu d'une simple rhétorique d'affichage dissimulant d'autres visées bien plus personnelles, à savoir ce contrôle des ressources de l'État ?

Seront de ce point de vue facteurs d'éclairage l'analyse du caractère néo-patrimonial de l'État centrafricain (1), l'examen du népotisme et de l'ethnicité

10. « *Yé ti têngo* » signifie littéralement « chose à manger » ; à entendre comme « alimentaire, de quoi manger ».

11. Il nous est fort malaisé de trouver un « sens » politique constructif au tribalisme – ainsi que l'eût voulu un auteur distingué comme Dominique Darbon (1990 : 37-45, voir p. 39) –, dans un pays meurtri par l'usage qu'en font les acteurs politiques depuis cinquante ans. Sous réserve naturellement de travaux dont l'intérêt heuristique préciserait l'utilité à la fois politique et sociale de ce « sens » à donner à une notion qui, pour l'heure, induit des représentations contraires à l'égalité devant prévaloir entre citoyens.

qu'il promet dans la distribution des ressources (2) ainsi que celui des réseaux clientélistes dont il est porteur (3). Le processus menant aux éruptions de violences pourrait alors mieux être saisi (4).

I - Une gestion néo-patrimoniale, prémisse d'exclusion et de conflits

Traiter de néo-patrimonialisme requiert un détour par Max Weber. C'est à ce dernier en effet qu'on doit le terme premier de patrimonialisme, concept qu'il analyse comme un mode historique de domination où le chef politique s'approprie les ressources de l'État en tenant sa légitimité de la tradition (Weber, 1971 : 323 et suiv.). Système où toute primauté revient au chef plutôt qu'à des règles écrites, le patrimonialisme dissout les ressources de la collectivité dans le patrimoine du prince qui en dispose à sa guise, son arbitraire et ses mouvements d'humeur demeurant les principaux facteurs structurants du champ socio-politique.

Le néo-patrimonialisme s'inscrit dans cette filiation. Formule de transposition du patrimonialisme dans le contexte d'un État moderne doté de structures légales et formelles, le terme résulte surtout des travaux de Shmuel Eisenstadt (1973) comme de Jean-François Médard (1990 : 25-36) et « décrit la poursuite, dans un contexte contemporain, d'un modèle ancien de domination qui, en combinant [...] arbitraire personnel et normes traditionnelles, étend la logique de l'autorité patriarcale [...] à la société globale » (Fauré et Médard, 1994 : 289-309, citation p. 290). L'évolution de la vie politique en Centrafrique n'est pas sans illustrer ce concept d'État néo-patrimonial. En agitant dès 1959 devant des parlementaires ses liens ésotériques *mogba* pour faciliter son accession aux plus hautes fonctions de l'État¹², comme en faisant cerner en 1960 l'Assemblée nationale par des Aka¹³ armés de flèches empoisonnées pour extorquer des députés un texte en sa faveur (Kalck, 1995 : 190), David Dacko, premier président de la République centrafricaine indépendante, plantait déjà le décor d'un État où, malgré les textes élaborés et les institutions établies, vie politique et vie domestique allaient s'interpénétrer.

Les extravagances financières de Jean-Bedel Bokassa allaient durablement consacrer la tendance, tant l'ancien empereur ne concevait aucune distinction

12. Le *mogba* est une association secrète de femmes d'ethnie *ngbaka*, censée communiquer mille pouvoirs occultes aux hommes qui s'y soumettent. Voir Serre, 2007 : 56.

13. Les Aka mobilisés par David Dacko dans cette opération singulière passaient pour être ses sujets. Les Aka sont des « Pygmées », terme mieux connu mais dont on peut questionner l'emploi au regard de la charge péjorative et de la dévalorisation qu'il implique.

entre les deniers de l'État et ses deniers propres¹⁴. N'importe quelle structure étatique d'ailleurs, pour peu qu'elle soit pourvoyeuse de rentes, passait sous le contrôle absolu du monarque : l'Office national de commercialisation des produits agricoles (ONCPA), par exemple, fut expressément rattaché à ce dernier, et tous ses engins roulants immobilisés à Béréngo¹⁵ le furent « sous l'autorité directe du chef de l'État » (Bigo, 1988 : 121).

Alléguer que les pouvoirs consécutifs ont rompu avec cette déprédation serait inexact : les modalités d'enrichissement personnel ont certes perdu de leur théâtralisation mais ne se sont pas moins perpétuées. Si André Kolingba s'est montré moins bruyant avec le Trésor public, le foncier a révélé la nature néo-patrimoniale de sa gestion : entre 1981 et 1993, et dans des conditions fort discutables, près d'une trentaine d'espaces bâtis et non bâtis dans la capitale ont enrichi son patrimoine¹⁶. Dans le même temps, l'utilisation des moyens de l'État pour la création et l'entretien de ses fermes *Bata-gni-ndou* à Bangui et dans son village de Kembé, prolongeait la confusion entre les ressources publiques et les ressources personnelles du président et contribuait à caractériser la poursuite de la gestion néo-patrimoniale.

Ange-Félix Patassé se maintint sur la même voie. Sitôt son élection fin 2013, il s'octroya par décret, entre autres, une concession minière (Ngoupandé, 1997 : 179), versa dans une « captation des ressources nationales » d'un pas qualifié de « caricatural et ostensible » (Léaba 2001 : 163-175, citation p. 167)¹⁷, au point de se déclarer multimilliardaire et de jeter un trouble dans ses relations avec le Fonds monétaire international (FMI)¹⁸.

François Bozizé, parvenu au pouvoir en 2003, et en dépit de ses discours de rupture, prolongea lui aussi ce caractère néo-patrimonial de la gestion étatique. L'utilisation des fonds du Trésor public à des fins personnelles du président revêtit divers camouflages, s'inscrivant dans certains cas sous une ligne « programmes spéciaux » spécifique à la présidence de la République¹⁹. En 2010, François Bozizé se substitua carrément aux compétences du ministère des Finances, s'appropriant le contrôle du comité de trésorerie qu'il présidait désormais chaque semaine pour décider des dépenses du Trésor public.

14. Les témoignages issus du procès de Jean-Bedel Bokassa attestent bien de l'état d'esprit qui était le sien durant son exercice du pouvoir. Voir le dossier « Ministère public et autres contre Jean-Bedel Bokassa », Archives du ministère de la Justice, Bangui.

15. Béréngo était l'une des résidences officielles de Jean-Bedel Bokassa.

16. Documents du service des domaines, avec l'interprétation d'un haut cadre de cette administration.

17. Bien noter toutefois qu'Oscar Léaba est un pseudonyme dont s'est revêtu un discret observateur de la vie publique centrafricaine. En sango, l'expression « *lè a ba* » signifie mot à mot « l'œil a vu ».

18. Fin 2000, Ange-Félix Patassé déclara en effet être capable de régler les 10 milliards d'arriérés de salaires des fonctionnaires et agents de l'État sur sa cassette personnelle.

19. Voir Rapport d'audit du Cabinet 2AC, « RCA : état des lieux de la situation de trésorerie au 28 février 2013 », Rapport de mission (vol. 1), avril 2013.

Janvier 2012 inaugura une concentration supplémentaire : un décret portait dissolution des conseils d'administration de l'ensemble des sociétés publiques et parapubliques du pays²⁰ et, en remplacement, érigeait un Conseil spécial de surveillance et de redressement des entreprises et offices publics (CSSREOP) placé sous la présidence directe du chef de l'État. Le chef de l'État tenait ainsi lieu à la fois d'unique comptable des ressources du Trésor public et d'unique dirigeant de l'ensemble des entreprises publiques et semi-publiques du pays.

Son renversement en 2013 ne marqua en rien la fin du néo-patrimonialisme : la présidence controversée de Michel Djotodia comme la transition de Catherine Samba-Panza ont porté elles aussi ces stigmates du télescopage entre le chef politique et les institutions. En mars 2014 par exemple, le circuit problématique suivi par les 5 milliards de F CFA octroyés par l'Angola au Trésor public a révélé qu'au-delà des changements d'individus, les habitudes demeuraient les mêmes²¹.

C'est cette gestion néo-patrimoniale qui semble la prémisse des conflits auxquels est épisodiquement sujet le Centrafrique. La pensée politique et juridique britannique au xvi^e siècle était déjà sensible au fait qu'une telle façon de gouverner, par l'égotisme qu'elle promeut, contient des germes de troubles et de séditions (Supiot, 2015 : 132). Francis Bacon fut de ceux qui exprimèrent l'idée avec le plus de vigueur, comparant l'argent au fumier qu'il ne faut point laisser entasser si l'on veut qu'il fertilise la terre au lieu de polluer l'atmosphère (Bacon, 1999 : 237). Faut-il que des catéchumènes d'un africanisme particulier, au nom du relativisme culturel, considèrent une telle pensée politique comme valant exclusivement pour l'Occident ? Dans un pays tel que le Centrafrique, confronté à la nécessité de s'édifier en État et en une « société des égaux », comme l'eût dit Pierre Rosanvallon (2011), la gestion néo-patrimoniale ne peut que mener à des conséquences désastreuses. D'autant que s'y ajoutent le népotisme et l'ethnicité.

II - Népotisme et ethnicité comme circuits d'une distribution problématique des ressources nationales

Le népotisme et l'ethnicité, en déterminant une distribution arbitraire et contestable des ressources de l'État, ont étendu les fractures sociales, alimenté

20. Étaient concernées neuf sociétés d'État, huit offices publics, huit agences et quatre fonds. Voir « Centrafrique : les entreprises publiques mises sous surveillance », *Jeune Afrique*, n° 2662, 16 janvier 2012.

21. Voir « RCA : le CNT veut des explications sur l'utilisation des dons angolais », Radio France International, 13 octobre 2014, <http://www.rfi.fr/afrique/20141013-rca-le-cnt-veut-explications-utilisation-dons-angolais>.

chez les exclus un sentiment de dépossession et préparé le terrain aux batailles sanglantes qui allaient s'ensuivre. On doit à l'italien *nepotismo*, dérivé de *nepote* et signifiant neveu, le terme de népotisme. Si le vocabulaire atteste d'une pratique aux origines bien lointaines en Occident, principalement au sein de l'Église catholique romaine où le phénomène de neveux cardinaux médiévaux a joué « un rôle important dans le renforcement de l'institution pontificale »²², le népotisme renvoie de nos jours, et pour un État moderne, à une pratique moralement dommageable, consistant pour le chef politique à distribuer charges, responsabilités et avantages à des membres de sa famille plutôt qu'aux personnes qui y ont droit ou en ont les compétences.

De l'aveu général, la dérive népotiste en Centrafrique – dans sa version étatique – a débuté sitôt le décès tragique de Barthélémy Boganda. Limitée certes au cercle fermé du pouvoir, elle était néanmoins manifeste : David Dacko, pour prendre la tête du gouvernement à la suite du leader défunt, fit ainsi valoir être le neveu de ce dernier et ne parvint à ses fins que pour ce motif, au détriment d'ailleurs d'Abel Goumba dont la légitimité au regard des circonstances politiques d'alors était pourtant indiscutable. Jean-Bedel Bokassa à son tour souligna être neveu du même Boganda afin d'asseoir sa reconnaissance à présider le pays (Bigo, 1988 : 42)²³. Népotisme flagrant donc, mais népotisme circonscrit au sommet de l'État et destiné en ce temps déjà au contrôle du pays.

C'est bien plus tard qu'allait s'opérer le basculement du Centrafrique vers un népotisme étendu à tout l'appareil administratif. Débuté sous Bokassa dont les neveux, cousins et autres parents étaient placés « à des postes honorifiques dans l'armée ou le parti, ou à des postes plus lucratifs dans des sociétés d'économie mixte » (*op. cit.* : 133), ce népotisme de règle se renforça et prit racine sous André Kolingba. On se souvient de certaines sorties fracassantes du neveu de ce dernier, placé alors à la tête de l'entreprise parapublique la plus en vue – comme président du conseil d'administration de cette entreprise publique –, un cousin du même André Kolingba, cousin cumulant ces fonctions-ci avec celles de conseiller à la présidence de la République, de directeur général d'une banque de la place et de président du conseil d'administration d'une deuxième entreprise parapublique.

22. Valérie Theis (2003 : 159-172, voir principalement p. 163-165), citant Sandro Carocci, souligne que le népotisme ne traînait à l'origine aucune connotation négative. Pratique de faveurs accordées par les papes à l'ensemble de leur famille et pas seulement à leurs neveux, le népotisme a prospéré en raison de l'extension des prérogatives pontificales qui, par leur importance étatique accrue, exigeaient aux papes de disposer d'un personnel de confiance.

23. Voir aussi Mehler et da Cruz, 2000 : 197-208, lire principalement p. 198.

On sait également la montée subite de la famille d'Ange-Félix Patassé à la tête de structures du diamant sitôt fin 1993. Le népotisme fut alors comme sanctifié, un Premier ministre allant jusqu'à regretter, sur les ondes internationales, de n'avoir pas l'honneur d'être un parent du président : « Cela aurait été un honneur pour moi [d'être un parent du président Patassé]. Après tout, qui ne souhaiterait pas être un parent du président de la République ? Malheureusement ce n'est pas le cas »²⁴. Propos fort significatifs, notent Andreas Mehler et Vincent da Cruz (2000 :197-208, voir p. 198), du sens que se fait cette haute compétence quant aux solidarités au sein d'un État.

L'époque de Bozizé marqua la continuité du népotisme dont usent les chefs politiques. Les Centrafricains donnèrent du reste à la famille du président l'appellation de « conseil d'administration » (ICG, 2013 : 2). Tandis que l'un des fils était ministre de la Défense, un autre occupait un poste honorifique à la tête d'une entreprise d'extraction de diamant (ICG, 2010 : 6), un troisième régentait l'aéroport de Bangui-M'Poko, deux autres encore tenaient des positions clés dans la gendarmerie, un neveu occupait la direction nationale de la Banque centrale etc.

Michel Djotodia ne fut pas de reste : au gouvernement se comptaient son frère et son neveu, comme à la tête d'une structure de gestion d'hydrocarbures se rencontrait un de ses cadets...

Les faits en témoignent, le népotisme dans sa version en cours en Centrafrique remonte à l'apparition même de l'État et correspond, pour chaque tenant du pouvoir, à une distribution de charges publiques à ses fils, à ses neveux, à ses cousins. La dialectique entre l'exercice du pouvoir et la responsabilité de conduire des millions d'hommes vers un horizon commun fait assurément défaut à cette manière de gouverner. Ni les stigmates de la colonisation ni les interférences de la communauté internationale ne peuvent en la cause servir de justificatifs et déresponsabiliser les gouvernants successifs, dans ce pays où la remise en question de soi n'est pas un exercice courant.

Il va sans dire que le lien est étroit entre ce népotisme et l'ethnicité, autre caractéristique de la vie publique nationale. La notion d'ethnicité tient d'un emprunt au grec *ethnos* qui désignait, dans la pensée hellénique, les populations dépourvues d'organisations de type cités-États, sans pour autant impliquer l'appartenance à un même clan ou à une même tribu (Amselle, 1987 : 465-489, voir p. 465). Reprise toutefois par les théoriciens modernes, la notion d'ethnicité ne va pas aujourd'hui sans susciter des doutes parmi les auteurs les

24. Radio France internationale, 8 janvier 1999, 12h30 TU, interview publiée dans *BBC Summary of World Broadcasts*, AL/3430/ A/1, 12 janvier 1999. Ce népotisme assumé par Anicet Georges Dologuélé, alors Premier ministre, n'a pas échappé à Andreas Mehler et Vincent da Cruz qui l'ont aussitôt souligné.

plus sérieux²⁵, tant ses contours sont devenus fumeux. L'ethnicité n'est plus guère qu'un « concept vague », mentionne ainsi Alice Nicole Sindzingre : « les groupes sociaux, se combinent et se superposent avec de nombreuses variations dans les degrés d'appartenance ; ils englobent [d'ailleurs] des sous-groupes dont les antagonismes ne se révèlent que dans certaines situations » (Sindzingre : 117-150, citation p. 133).

Soit. Mais le décor ainsi planté, il serait tout de même inapproprié d'ignorer la réalité visible à laquelle renvoie ce terme dans le contexte centrafricain. Être *ngbaka*, *gbaya*, *sango* ou *yakoma* etc. représente en ce pays une appartenance ethnique ressentie, marqueuse d'une identité sociale parmi d'autres, l'identité ayant elle-même de nombreuses significations différentes, politiques, sociales, voire psychologiques.

L'utilisation à des fins politiques de cette ethnicité est allée de pair avec la montée du népotisme relatée plus haut. Elle a commencé dans une certaine mesure avec Jean-Bedel Bokassa, sous l'autorité duquel la composition des forces de sécurité, principalement dans l'armée avec les « Abeilles »²⁶ ainsi que dans la police, constituait le reflet de l'ethnie du chef de l'État²⁷. Elle a gagné en dimension avec André Kolingba en caractérisant un accaparement alors inégalé des postes de responsabilité et de rentes : d'un côté, alors que l'Escadron blindé autonome (EBA), son corps d'élite militaire, reproduisait une concentration ethnique *yakoma* de degré similaire à la concentration *ngbaka* des « Abeilles » de Bokassa, l'armée dans son ensemble glissait tout autant dans une ethnicisation sans précédent pour le pays (Faltas 2001 : 77-96, lire principalement p. 82-83) ; de l'autre, sur trente-deux postes de direction générale d'entreprises publiques et parapubliques, vingt-sept allaient avoir pour occupants des cadres de la seule ethnie *yakoma* ainsi que le releva le parti unique d'alors²⁸.

Une double exploitation de l'ethnicité a pris corps à partir de là : les ressources de l'État sont distribuées entre membres de la même communauté

25. Pour Max Weber par exemple, « le terme d'ethnicité doit être abandonné car il ne convient pas pour une investigation sociologique rigoureuse », (Weber, 1978 : 395).

26. Les « Abeilles » étaient un corps d'élite de l'armée, ethnicisé à l'extrême, et devenu quelque peu une « milice d'État » du fait de leur brutalité et de leur mépris absolu des règles. Les « Abeilles » n'avaient fidélité qu'à Jean-Bedel Bokassa. Voir Chauvin, 2009 : 30-38, lire principalement p. 36.

27. Samuel Decalo cite en effet l'exemple de Ngbaka recrutés en sureffectif dans la police par Jean-Bedel Bokassa. (Decalo, 1989 : 157).

28. Voir le Rapport général du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), parti unique de l'époque, rapport établi à l'issue du Congrès de Berbérati tenu du 18 au 23 octobre 1990. Lire aussi, pour un regard sur le contexte d'alors, la missive de François Guéret, ancien ministre de la Justice, missive adressée au général André Kolingba le 20 mars 1990 et disponible à l'adresse <http://centrafrique-presse.overblog.com/2013/11/obs%C3%A8ques-officielles-de-fran%C3%A7ois-gueret-ce-lundi-4-novembre.html> ; consulté le 12 janvier 2016.

ethnique, en contrepartie de quoi les acteurs virils de cette communauté ont le devoir d'assurer la sécurisation du pouvoir. S'en trouvent garanties, pour le chef politique, la pérennité de son pouvoir, et, pour les membres de la communauté, la primauté continue de leur ethnie sur les autres. C'est peu dire qu'un tel dispositif renferme des germes de conflits et de déstabilisation de l'État.

Ange-Félix Patassé aggrava la fracture, récupérant « pour le compte des cadres [...] de sa région natale [...] tous les postes occupés jusque-là par les sortants, dans la fonction publique et dans les sociétés d'État et d'économie mixte » (Ngoupandé, 1997 : 119-120), et constituant dans le même temps, sous son contrôle et sous la direction de certains de ses ministres, des milices ethnicisées (Melly, 2002 : 21-22). La milice appelée *karako* avait pour foyer le quartier Boy-Rabé et était principalement composée de l'ethnie *gbaya*²⁹. Celle nommée *balawa* était pour sa part une concentration de l'ethnie *kaba* et avait son état-major au quartier Combattant. Quant à la milice *sarawi*, elle procédait de l'ethnie *sara*, avait sa base au quartier Sara et tenait d'ailleurs son appellation du nom du groupe ethnique dont elle était composée.

À la « captation des ressources nationales » (Léaba, 2001 : 163-175, expression p. 167) sur fond d'ethnicité, s'ajouta, à cette époque, l'instauration d'une rhétorique communautariste à caractère guerrier, tournée contre des cibles clairement citées à la vindicte publique. Luc Apollinaire Dondon Konamabaye, président de l'Assemblée nationale, déclara de la sorte lors d'un discours officiel que l'ethnie du général André Kolingba – l'ancien président de la République passé dans l'opposition politique du moment –, n'était qu'une « minorité [...] exogène, assimilée et intégrée, imbue de suprématie et assoiffée de pouvoir » (*op. cit.*).

L'arrivée aux affaires de François Bozizé tourna la surreprésentation ethnique à l'avantage des Gbaya (ICG, 2007 : 18). Le cloisonnement alvéolaire du nouveau pouvoir autour de cette surreprésentation ethnique fut l'une de ses caractéristiques majeures. Les « postes clés au ministère des Finances étaient [...] détenus par des membres de la communauté ethnique présidentielle tandis que le ministère des Mines était presque mono-ethnique, la plupart de ses cadres et directeurs étant originaires de la région du président, Bossangoa » (ICG, 2013 : 2). C'est, à titre d'exemple, ce relent d'ethnicité qui mit en échec le Programme de réinsertion et d'appui aux communautés (PRAC) initié en 2005. Des ex-combattants protestèrent en effet contre le PRAC à partir de juin 2006, dénonçant le favoritisme dont bénéficiaient ceux d'entre eux issus de l'ethnie *gbaya* (Berman et Lombard, 2008 : 124).

29. Les membres de la milice *karako* furent par suite officiellement intégrés dans les forces armées. Voir Berman et Lombard, 2008 : 24-25.

Faut-il considérer le clivage violemment apparu depuis décembre 2013 comme résultant d'une forme des représentations d'ethnicité en Centrafrique ? Oui sans nul doute. Mais est-il pertinent d'y lire une guerre de religions ?

La dynamique des batailles fratricides en cours appelle à être mieux déchiffrée si l'on veut déconstruire ces rapports et expertises qui, élaborés à la hâte et sans le recul critique nécessaire, n'ont pas fini de s'avérer désastreux dans les solutions qu'ils préconisent. Que des médias internationaux versent dans des analyses innocemment réductrices ou délibérément simplistes pour inscrire coûte que coûte le conflit à travers une grille de lecture facilement accessible à leur public, et voilà que tous les appareils politiques et financiers internationaux se mettent en branle dans la même direction, prompts à déceler partout ce fameux « choc des civilisations » dont Samuel Huntington demeure l'un des plus célèbres théoriciens (1997). On perd de vue que les médias ont été pris de vitesse en Centrafrique et qu'ils n'ont circonscrit leur action qu'à l'événementiel en occultant ou en biaisant les facteurs dont la mesure est complexe³⁰. C'est un fait par exemple que les anti-*balaka* ne sont guère une milice chrétienne : la profusion des gris-gris dont ils se parent ne correspond en rien aux symboles du christianisme et ils n'ont jamais non plus, à l'opposé d'un Joseph Kony, invoqué les Évangiles comme justification de leur action. De même, côté Séléka, nul verset du Coran n'a été brandi par les acteurs du mouvement comme motivation de leur initiative. D'où vient-il qu'on parle de conflit de religions dans un tel contexte ?

Le caractère communautariste du conflit est certes indiscutable. Mais des travaux anthropologiques gagneraient à se pencher sur la particularité de ce clivage dans un pays où l'ethnicité induit de multiples représentations après avoir marqué de son empreinte cinquante années de vie politique. Il faut questionner en Centrafrique la pluralité des représentations de l'altérité, en interroger les signifiants, démêler les ressorts psychologiques en œuvre, sachant qu'il « n'est pas de savoir anthropologique qui puisse faire l'économie de la découverte de l'inconscient » (Legendre, 2001 : 112). Il est peu pertinent d'évoquer une guerre interconfessionnelle quand on sait que les autorités religieuses – chrétiennes comme musulmanes – n'ont jamais eu la moindre emprise sur les acteurs du conflit, que leurs discours demeurent inaudibles des protagonistes, et que leur mobilisation incessante depuis 2013 revêt tout au plus une portée symbolique d'une volonté de narration d'un vivre ensemble.

30. Voir par exemple le titre de l'article de James Verini, « En Centrafrique, la guerre civile et religieuse aura déchiré une nation autrefois paisible », *Le Monde*, 17 octobre 2014 ; voir également cet autre titre d'article signé de Gaël Cogné de France TV Info : « Centrafrique : de la guerre civile au conflit religieux », France TV Info, 21 avril 2013, www.francetvinfo.fr/monde/afrique/centrafrique-de-la-guerre-civile-au-conflit-religieux307493.html. Le dernier auteur a tout de même le mérite d'avoir retranscrit, pour relativiser ses propos, l'appel de Roland Marchal à user de précaution dans l'utilisation des concepts.

En attendant, la cacophonie conceptuelle libérée par la pression des médias et par les expertises précipitées n'est pas sans répercussion sur le corps social. L'amalgame où se sont égarés à Bangui des étudiants, c'est-à-dire des jeunes esprits instruits du pays, les portant sous les caméras de France 24 à opposer le terme de « musulmans » à celui de « Centrafricains », en d'autres termes à opposer un concept confessionnel à un concept d'état-civil, révèle l'ampleur de la confusion³¹. C'est à croire que les Centrafricains ont pour pays le Centrafrique tandis que les musulmans, eux, auraient pour pays une terre du nom de Musulmanie.

Les considérations d'ethnicité, en conclusion, sont funestes non seulement en raison de leur instrumentalisation politique directe, mais aussi du fait des multiples représentations destructrices qu'elles induisent et qui échappent au contrôle des entrepreneurs politiques eux-mêmes. Elles prennent à défaut le façonnement de la solidarité nationale, et l'on comprend pourquoi la pensée politique platonicienne fut une longue méditation sur la nécessité de délivrer les individus de cette forme d'ethnocentrisme dont l'issue ne peut qu'être un suicide collectif³². Rêvèrent d'ailleurs également d'une société débarrassée d'ethnicité, les plus éminents premiers penseurs des religions du Livre³³, dont on eût cru l'influence plus grande dans un Centrafrique où le nom de Dieu demeure un des principaux référents du discours politique.

D'autres facteurs dus à des jeux de positionnements individuels, à des réflexes opportunistes, à des stratégies personnelles pour tirer parti le mieux possible des ressources nationales appellent à être évoqués, d'autant qu'ils ne sont pas étrangers aux éruptions de violences successives. Parmi ces facteurs figurent les infidélités qui traversent les réseaux clientélistes.

III - Infidélité et trahisons au cœur des réseaux clientélistes

Le clientélisme « sert à désigner des liens personnalisés, entre des individus appartenant à des groupes sociaux disposant de ressources matérielles et symboliques de valeur très inégale [...], [et impliquant] des obligations morales unissant un "patron" et les "clients" qui en dépendent » (Briquet, 1998 : 7-36, citation p. 7). La description du phénomène que livre Jean-Louis Briquet restitue excellemment le lien de dépendance qu'engendre la gestion néo-patrimoniale en Centrafrique entre le chef politique et certains

31. Ces étudiants déclarèrent : « Les musulmans ne sont pas des Centrafricains, les Centrafricains ne sont pas des musulmans [...] Ce pays est un pays de Centrafricains ».

32. Platon, *Protagoras*, lire le vers XXIV.

33. « Il n'y a plus ni Juif ni Grec, il n'y a plus ni esclave ni homme libre, il n'y a plus ni l'homme ni la femme, car tous, vous ne faites plus qu'un... », Saint Paul, *Épîtres aux Galates*, 3 : 28.

agents de l'État. Le chef politique étant le « patron », les hommes d'affaires, fonctionnaires et autres cadres considérés étant pour leur part les « clients ».

Mais la fragilité des pouvoirs successifs en Centrafrique entraîne également une fragilité des liens au sein de ces réseaux clientélistes où s'arrangent les passerelles pour l'accès aux affaires et aux postes convoités, et ceci d'autant plus que ces canaux clientélistes changent sitôt le renversement du « patron » et l'arrivée d'un autre chef politique. En conséquence, en Centrafrique, les individus impliqués dans ces réseaux doivent se renier à chaque alternance, fût-elle démocratique ou brutale, trahir leurs alliances de la veille pour flatter le nouveau prince et prendre place parmi les privilégiés. Les reniements auxquels est ainsi accoutumée la vie politique centrafricaine sont des plus spectaculaires. Tel responsable politique, soutien d'André Kolingba sous le pouvoir d'André Kolingba, puis défenseur de François Bozizé sous son pouvoir, remodelé ensuite en inconditionnel de Michel Djotodia sitôt le 24 mars 2013, n'a point hésité à trahir ce dernier comme tant d'autres, le 10 janvier 2014 à N'Djaména, avant de se croire investi à son tour d'un destin national. Tel autre, ministre d'Ange-Félix Patassé, reconverti en acteur d'insurrection armée contre François Bozizé, s'est contre toute attente recyclé en ministre conseiller de ce même Bozizé qu'il avait combattu, puis en ministre conseiller de Michel Djotodia, enfin en ministre conseiller de Catherine Samba-Panza. Les exemples se citeraient à satiété et composeraient tout un livre. Certains s'enorgueillissent même d'avoir été conseillers de tous les présidents, depuis Bokassa.

À ces parcours sinueux et changeants se mêlent les volte-face de ceux qui, nommés au gouvernement au nom de leur parti, refusent de le quitter quand le leur demande la formation politique dont ils sont issus. La crise politique d'août 2014 en a fourni plusieurs illustrations³⁴. « Il faudrait sans doute une étude plus détaillée », écrit Didier Bigo,

menée à partir des trajectoires personnelles des deux ou trois cents personnes qui occupent les postes de ministres et de directeurs généraux des administrations et sociétés d'État, pour retrouver la logique qui permet à certains de revenir au premier plan. Qui est-ce qui est en jeu ? Leur mérite personnel ? Leur idéologie ? Ou plutôt le jeu des alliances familiales ? (Bigo, 1988 : 265).

34. En raison de divergences survenues en août 2014 entre Catherine Samba-Panza et certains partis politiques, ceux-ci, pour se désolidariser de la présidente de transition, réclamèrent la démission de leurs cadres alors au gouvernement. L'appel cependant ne fut pas attendu par les ministres concernés, et des formations politiques se résignèrent à suspendre ou à exclure de leurs rangs lesdits ministres. Voir, entre autres, la Décision n° 011/14 du 30 août 2014, prise par le bureau politique du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC).

Dans un rapport récent, le chercheur Christopher Day et l'équipe d'Enough Project ont souligné cet incessant « tour de manège des élites » comme un facteur d'instabilité et de violences dans le pays (Day et Enough Project, 2016). Seront-ils entendus ?

Prétendre en tout cas que ces différents acteurs suivent une ligne politique véritable ou sont portés par un projet de société serait excessif. L'exercice d'une parcelle du pouvoir en Centrafrique s'est réduit à un salariat que la plupart convoient. Chez ces derniers, traitements avantageux, voyages et véhicules de fonction l'emportent manifestement sur toute autre considération. Dans leur environnement de symboles et de représentations, les véhicules de luxe et les voyages par avion confèrent un prestige tel qu'il convient d'user de tout et du contraire de tout pour se les offrir. Le clientélisme développé favorise ainsi un réflexe d'opportunisme et ne va guère non plus sans félonie. En est symptomatique le cas de ce ministre conseiller de Michel Djotodia, passé ministre conseiller de Catherine Samba-Panza et qui s'employait, malgré tout, à affaiblir celle-ci au travers de brûlots qu'il répandait dans la presse sous différents pseudonymes.

Des relations sociales ainsi coupées de leurs bases authentiques alimentent le double langage et disloquent l'équerre intérieure par laquelle « l'individu-sujet se construit et construit sa relation au monde » (Legendre, 2001 : 115). Les témoignages de solidarité ou les engagements politiques exprimés dans un tel contexte instaurent une indétermination d'autant plus risquée qu'ils répandent l'illusion d'une garantie qui n'en est pas une, une garantie chausse-trappe dont le potentiel de tromperie peut déjouer toutes les prédictions³⁵. En lieu et place d'un pays classique, s'est établie une République de masques où le mépris de la parole donnée et un activisme tapageur révèlent une société en miettes. Rien n'atteste que ces infidélités et volte-face soutiennent la comparaison avec le jeu politique classique en œuvre sous d'autres cieux ; ils ne semblent y être comparables ni par leur fréquence ni par leurs enjeux³⁶. Ils servent au contraire de ressort à un processus de déloyauté qui, adossé à quelque ambition personnelle et immédiate, se nourrit à revers des faiblesses du pouvoir du moment, fragilise un État déjà incertain et crée des conditions insurrectionnelles permanentes. Les rébellions et les violences en ce pays sont

35. La folle accumulation d'accords politiques non respectés tout au long de ces vingt dernières années rend compte de la vanité des engagements des élites concernées. Sans cesse réclamés, présentés comme seules voies de sortie des crises répétitives, les accords s'accumulent, se contredisent, s'oublient aussi vite qu'ils sont signés. Faut-il encore douter que leur but n'est pas d'être appliqué mais qu'ils induisent plutôt d'autres stratégies ?

36. Christopher Day et l'équipe d'Enough Project (*op. cit.* : 2) sont du même avis. « Ce schéma, écrivent-ils, n'est pas une caractéristique particulière de la RCA, [mais il] y est pourtant plus important qu'ailleurs en raison de l'absence presque totale de gouvernance ».

ainsi souvent portées par d'anciens dignitaires déchus, désireux de prendre leur revanche ou d'accéder à nouveau aux arcanes du pouvoir³⁷. Notons à cet égard que François Bozizé fut un dignitaire du régime d'Ange-Félix Patassé avant de tomber en disgrâce et d'entrer en rébellion ; notons encore que Charles Massi fut lui aussi une sommité du régime Bozizé avant d'en être évincé et de lever aussitôt une insurrection ; notons enfin que la Séléka a été non seulement une alliance entre divers individus porteurs de griefs personnels contre François Bozizé, mais aussi une fédération d'anciens dignitaires déchus. Quiconque s'emploie à une analyse rigoureuse des interminables conflits en Centrafrique ne devrait pas l'ignorer.

Se dessinent ici, dès lors, le relief des motivations d'ordre matériel ou vénal et leur importance dans les conflits successifs en Centrafrique. Pour reprendre les termes de Gérard Prunier, ceux « qui considèrent l'État comme une caverne d'Ali Baba où se servir et puiser les ressources » se livrent une lutte à mort pour s'emparer du trésor (Prunier, 1991 : 9-14, citation p. 11).

Un facteur d'aggravation de cette dérive, et peu souligné par les analystes à ce jour, est que l'enrichissement illicite bénéficie d'une certaine indulgence dans l'opinion publique, voire d'un encouragement dans l'inconscient collectif. David Dacko, qui est demeuré de fortune modeste après son départ du pouvoir, n'a pas manqué de susciter les railleries de certains de ses concitoyens : « Quelle stupidité chez Dacko que d'être resté sans fortune malgré ses deux passages à la tête de l'État ! » a-t-on souvent entendu. Tout se passe comme si chacun convenait que dérober à l'État revient à ne dérober à personne. Verser dans l'affairisme, opérer des malversations serait au demeurant un fait de prévoyance et de pragmatisme. S'en abstenir alors qu'on exerce de hautes fonctions ne serait rien d'autre que de l'imbécillité. Cette vision rabougrie des charges publiques perceptible chez nombre de Centrafricains vide assurément l'exercice du pouvoir de ses exigences morales. Aux valeurs fondatrices de l'engagement public se substituent, dans l'opinion, de simples enjeux de lucre, une vulgaire équation d'enrichissement personnel. Conception négative et pauvre des fonctions administratives et politiques, à rebours de la généreuse pensée hégélienne de l'État tutélaire.

Cet état d'esprit a largement contribué à rendre possibles l'affairisme et la corruption auxquels le pays est en proie et qu'on ne peut ici s'abstenir d'évoquer. Car l'affairisme et la corruption, en déterminant une redistribution arbitraire des ressources publiques détournées, lubrifient un mécanisme

37. Il est heureux que des observateurs sérieux et indépendants comme International Crisis Group l'aient enfin compris et s'emploient désormais à le mentionner : « Souvent en République centrafricaine », écrit cette organisation, « la lutte armée est le fait d'anciens dignitaires tombés en disgrâce et qui cherchent à se venger ou à retrouver une place sur l'échiquier politique ». Voir ICG, 2013 : 9.

d'exclusion dans l'accès à ces ressources et cristallisent maintes frustrations d'une charge explosive mortelle.

L'ampleur du phénomène d'affairisme en Centrafrique correspond à ce que Jean-Pierre Olivier de Sardan et Giorgio Blundo appellent une « privatisation du service public » (Olivier de Sardan et Blundo, 2001 : 8-37, l'expression citée se retrouve à maints endroits de la p. 32 à la p. 33). Chaque détenteur d'une parcelle d'autorité publique s'emploie autant qu'il peut à tirer de ses attributions un bénéfice personnel et immédiat. Il serait fastidieux, pour l'exercice auquel se livre cet article, d'établir une distinction conceptuelle entre les détournements des deniers ou des biens publics, la corruption, la concussion, le trafic d'influence et autres « arrangements » à des fins vénales, les commissions, gratifications ou pots-de-vin de toutes sortes. C'est donc à distance des définitions strictement juridiques, et afin de faciliter la compréhension de la problématique en jeu, qu'il importe ici de privilégier le terme d'affairisme dans son acception la plus large ainsi que l'admet l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2000 : 3-5). L'affairisme selon l'OCDE englobe en effet les pratiques corruptives de tous genres, « corruptives » devant naturellement s'entendre suivant son étymologie au sens de « ce qui pervertit, ce qui altère, ce qui gâte »³⁸.

Ange-Félix Patassé incitait lui-même les agents de l'État à faire fi de la notion de conflit d'intérêts : « Je fais des affaires [en usant de ma position] au vu et au su de tout le monde. Je donne ainsi l'exemple à mes compatriotes [...]. En Afrique, la tradition veut qu'un chef ait des ressources. C'est le réflexe d'un Africain digne »³⁹. Et suite à la création de son entreprise Transoil, le discours tenu par ses ministres aux partenaires internationaux ne s'embarrassait d'aucun scrupule : « Tous les présidents africains ont des intérêts, le plus souvent cachés, dans les économies ; le président Patassé a l'honnêteté d'investir au grand jour dans son pays » (Léaba, 2001 : 163-175, citation p. 6).

Alors que François Bozizé allait par la suite s'insurger publiquement contre « les pratiques mafieuses des magistrats » qui seraient « corrompus et pires que les *godobé* du quartier Km5 »⁴⁰, alors qu'il allait tourner inlassablement en dérision la « cupidité des douaniers », « corrompus sans complexe » dont

38. Pour contourner toute difficulté de sémantique, Emmanuel Vidjinnagni Adjovi (2003 : 157-172, voir p. 158) parle de *corruption-business*. Mais l'utilisation de deux langues pour composer ce terme pourrait tout autant susciter des interrogations.

39. *Libération*, 9 avril 1998.

40. *Godobé* en sango signifie exactement voyou ; le quartier Km5 avait en temps normal la réputation d'être le repère des pires voyous de la capitale. Discours radiodiffusé de François Bozizé le 25 avril 2006.

il a par ailleurs eu à dissoudre l'administration, l'intéressé se livrait au même moment à des manœuvres dont l'orthodoxie peut être questionnée. Ainsi en fut-il de cette attribution par décret, le 3 février 2007, et sans nulle justification objective, de trois permis de recherche pour l'or et le diamant, sur une superficie totale de 2 930,70 km², à une ONG internationale pourtant dite « à but non lucratif » (ICG, 2007 : 19). Ainsi en fut-il encore du sulfureux projet de « Cité Lumière *kwa na kwa* », projet pour lequel le promoteur, une holding basée à Doha, sans même avoir engagé quoi que ce soit, s'est vu attribuer une zone franche à des fins d'exploitation de diamant sur une superficie de 5 000 km² près de Carnot. C'est peu dire que les affirmations officielles et les promesses initiales de cette ONG, ainsi que de cette holding, n'ont trouvé créance que chez les esprits peu familiarisés aux arcanes de ce type « d'affaires »⁴¹.

Une autre affaire qu'on pourrait mentionner est cet engagement des autorités de la transition, en janvier 2015, consistant à verser plus de 13 milliards de F CFA, soit plus de 20 millions d'euros, à chaque commande qui serait passée auprès d'une société française pour des appareils d'écoute tout au long des trois prochaines années. Cette affaire, révélée par l'hebdomadaire *Jeune Afrique* dans sa parution du 11 mai 2015, a suscité tant de protestations des partenaires financiers du pays, y compris celles de la France⁴², que l'engagement a fini par être annulé.

Reconnaissons avec Jean-François Bayart qu'il faudra bien, le moment venu, « réfléchir sur l'éthos de cette politique du ventre » dont l'aboutissement est de considérer l'État comme un « gâteau national [...] que tout acteur digne de ce nom entend croquer à belles dents » (Bayart, 2006 : 122). Tout porte à croire qu'une vie réussie, pour nombre d'acteurs politiques en ce pays, ne se mesure qu'à l'aune d'une accumulation de gadgets et d'espèces sonnantes et trébuchantes. On est bien loin du questionnement fondamental sur la responsabilité qu'assigne le destin à ceux appelés à la conduite d'un État. La conscience du rôle redistributif du pouvoir se dissout dans des tactiques d'accumulation pour soi et pour les siens. L'aventure humaine ainsi vidée de toute signification, l'affairisme et la corruption sortent du terrain de l'interdit et se promeuvent comme des paramètres d'intelligence politique aussi bien que comme de légitimes leviers de promotion personnelle. Un tel cadre de référence ne peut qu'inciter les protagonistes à surinvestir dans la conquête du

41. Le promoteur concerné s'était engagé à édifier sur l'île un complexe sanitaire ultramoderne, un centre de formation pour des médecins et soignants, deux hôtels quatre et cinq étoiles, un centre commercial, un riche musée d'Afrique, des mosquées, églises et des salles de spectacles, en plus d'un zoo, le tout d'un coût total de 350 milliards de francs CFA, soit 534 millions d'euros. Voir ICG, 2007 : 19.

42. La précision s'impose, tant l'opinion a tendance à confondre malencontreusement les activités d'hommes d'affaires français à l'action de l'État français lui-même.

pouvoir et, s'il en est, au travers de coalitions mortifères dont le mouvement Séléka est loin d'être le dernier avatar.

Il est intéressant de noter que les différents protagonistes, une fois aux affaires, savent parfaitement vers quoi se tourner. Tout neveu ou fils du président – ou de la présidente – ou membre de sa communauté ethnique, tout « libérateur », fonctionnaire des finances, de la défense, ou de la police sait distinguer les postes « juteux » des postes « secs ». Passent pour juteux « les postes à forte densité de transactions, ceux où l'on est en contact direct avec les usagers, les postes de terrain » ou encore les postes où l'importance de la signature peut s'utiliser comme génératrice de revenus supplémentaires. Ces postes, comme le remarquent Giorgio Blundo et Jean-Pierre Olivier de Sardan, « permettent une accumulation de nature rentière très rapide, leur attribution engendrant d'âpres compétitions et suivant habituellement des logiques de récompense politique » (2001 : 8-37, citations p. 23).

Disposer d'une responsabilité gouvernementale ou d'un de ces postes « juteux » passe d'autre part pour une chance d'enrichissement dont il faut savoir se saisir, en tirer rapidement le maximum de profit, les jeux de mutation dans l'administration étant source d'incertitudes. Tous les moyens sont donc permis et l'on assiste alors à une manipulation à l'envie de l'arsenal normatif, ou à une instrumentalisation à outrance du pouvoir discrétionnaire, afin de parvenir à diverses formes d'extorsion. Exemple en est donné du parrainage accordé à partir de 2006 par les autorités à un citoyen français, directeur d'une société de lutte contre la fraude, dont les bureaux étaient logés dans les locaux de l'administration douanière, et qui livrait à cette administration une concurrence aussi illégale qu'inédite au vu et au su de tous⁴³. Autre exemple en est donné avec la protection diplomatique troublante dont bénéficia un homme d'affaires indo-pakistanaï, inquiété par la justice française, et que François Bozizé en janvier 2008 nomma vice-ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République centrafricaine, avec résidence à Londres, dans le but manifeste de le pourvoir d'un statut diplomatique et de le soustraire ainsi aux fourches caudines des juges français⁴⁴.

Les sanctions d'autre part interviennent rarement, comme pour encourager à franchir le pas quiconque hésite encore à s'engager dans cet affairisme. Même les affaires publiquement dénoncées n'émeuvent point. Ainsi, les énigmes apparues dans la gestion de certains fonds versés à une entité de lutte contre le SIDA entre 2007 et 2010 n'ont guère entraîné les moindres interrogations,

43. *Lettre du Continent*, n° 644 du 11 octobre 2012.

44. Radio France Internationale (RFI), « L'ex-ministre centrafricain Saïfee Durbar arrêté en France », 8 décembre 2009, disponible en ligne : <http://www.rfi.fr/contenu/20091207-ex-ministre-centrafricain-saiffee-durbar-arrete-france>.

malgré la suspension par le Fonds mondial de son assistance à cette structure en protestation à l'absence des justificatifs réclamés⁴⁵. Les mystères constatés au Programme de Désarmement/Démobilisation/Réinsertion (DDR) entre 2010 et 2012, eux non plus, n'ont point suscité de questionnements (ICG, 2015 : 26).

En 2010, la Justice centrafricaine fut agitée par une affaire impliquant un ancien responsable des Renseignements du pays. Retentissants furent les débats qui décrivirent des opérations marquées au coin du scandale et imputables à divers agents de l'État dont un magistrat. Pour s'emparer des biens de quatre investisseurs coréens, les agents de l'État en cause avaient présenté ces hommes d'affaires comme des menaces pour la sûreté nationale, avaient fait pratiquer la saisie de leurs biens puis les avaient brutalement fait expulser du pays avant de s'attribuer leurs patrimoines⁴⁶. Le fait est que nulle investigation ne s'est ouverte pour une meilleure identification de ce réseau et son démantèlement.

Dernier exemple : en 2011, l'absence de justification par une municipalité d'un concours financier d'environ 1,5 million d'euros octroyé par l'Association internationale des maires francophones (AIMF) a élevé de vives tensions entre le maire, chef de cette municipalité, et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Les vaines relances de services compétents de l'OIF ont conduit le secrétaire général de l'organisation, Monsieur Abdou Diouf, à s'adresser directement à François Bozizé au travers d'une missive où il explique que « ces difficultés portent un préjudice grave aux relations entre Bangui et l'AIMF » et qu'il est important que le chef de l'État aide l'OIF « à apporter une solution très concrète à cette situation »⁴⁷. Pour toute solution concrète, François Bozizé s'est contenté de limoger le maire sans se préoccuper de faire établir les responsabilités quant à l'utilisation des fonds visés.

C'est le règne de l'opacité et l'application sélective des règlements qui favorisent ces formes d'affairisme et de corruption. Et le cas de la passation des marchés publics révèle un autre aspect des multiples astuces de cet affairisme en cours depuis des décennies : à travers un système de dérogations et par le biais d'une interprétation permissive des textes, il a ainsi été possible aux pouvoirs successifs de passer des marchés de plusieurs milliards de francs CFA selon une procédure proche du gré à gré.

45. Radio France Internationale RFI, « En Centrafrique, Hyacinthe Wodobodé, une nouvelle maire pour Bangui », 8 février 2014, disponible en ligne : <http://www.rfi.fr/afrique/20140208-centrafrique-hyacinthe-wodobode-nouvelle-maire-bangui>.

46. Un article de Radio France Internationale, publié quelques semaines avant le procès, donnait déjà le ton. Voir « Le patron des Renseignements sous les verrous », 29 mars 2010, disponible en ligne : <http://www.rfi.fr/contenu/20100329-le-patron-renseignements-sous-verrous>.

47. *Lettre du Continent*, n° 616 du 21 juillet 2011.

Les affaires, le pouvoir et les volte-face fonctionnent en définitive dans une boucle d'où sont absentes toute politique redistributive et toute finalité sociale. Un système en pareille déshérence, placé dans un contexte de fragilité institutionnelle, concourt forcément à amonceler des orages violents.

IV - Fragilité institutionnelle et recours à la violence

La dynamique du conflit en Centrafrique trouve ses ressorts dans les postures et les faits ci-dessus décrits, mais elle se nourrit aussi de l'acharnement à instrumentaliser vaille que vaille les institutions afin d'avoir accès au Trésor public, aux financements extérieurs, aux leviers d'octroi des marchés publics, au domaine foncier de l'État, etc. Georges Balandier releva très tôt le risque d'enlèvement :

Les rapports de production modernes n'ont pas acquis, en Afrique, le rôle déterminant qu'ils ont eu et ont en Europe [...]. C'est l'accès au pouvoir et les luttes autour de celui-ci [...] qui [donnent] une emprise sur l'économie, beaucoup plus que l'inverse. À cet égard, l'État nouveau a des incidences comparables à celles de l'État traditionnel ; la position par rapport à l'appareil étatique peut encore conditionner le statut social, la nature de la relation avec l'économie et la puissance matérielle (Balandier, 1965 : 131-142, citation p. 139).

Près de dix ans après, et menant des travaux sur la construction de l'État en Afrique, Pierre-François Gonidec résuma les mêmes craintes : « Le pouvoir politique [en Afrique] est devenu le moyen de conquérir le pouvoir économique » (Gonidec, 1970 : 141). Affirmation sobre mais énergique et fort éloquente pour son temps.

Le constat entreprit d'être largement partagé à partir des années 1980, sur le fondement des travaux de nombreux chercheurs, analystes de coups d'État comme Jean-Pierre Pabanel⁴⁸, mais aussi universitaires de renom comme Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou, pour qui l'instrumentalisation des institutions à travers « le chevauchement » des positions de pouvoir et des positions d'accumulation est l'un des traits de l'État postcolonial africain (Bayart, Ellis et Hibou, 1997 : 17-54, voir principalement p. 26). Contrôler l'État est ainsi clairement apparu comme générant un pouvoir économique dans la mesure où il offre à l'individu qui en tient les leviers ainsi qu'à son groupe de « privatiser » à leur profit les ressources étatiques. Est alors constaté dans le même temps que cet acharnement à s'emparer des ressources motive largement les luttes pour le pouvoir, situation qu'illustre excellemment la

48. « Toute source de richesse étant dans le pouvoir », écrit en effet avec dérision Jean-Pierre Pabanel (1984 : 10), « il faut l'investir et procéder à un partage, avec tous ses clients, des avantages qu'il procure ».

trajectoire de l'histoire politique centrafricaine. « Plus le gâteau à partager est famélique », déclarait Jean-Paul Ngoupandé, « et plus la danse autour de lui devient virulente et se fait au couteau »⁴⁹. La trame des affrontements, la traverse où se nouent les conflits et sur laquelle se déclarent les batailles fratricides en Centrafrique trouve ici une inusable métaphore.

Tout bien considéré, la fragilité des institutions censées devoir arbitrer les antagonismes et pacifier les relations a contribué à ouvrir tout grand les vannes de la folie. Ni les institutions politiques ni la justice n'ont jamais suffisamment fait preuve de solidité : le mépris des chefs d'État successifs pour les parlements, leurs violations inconsidérées des dispositions constitutionnelles⁵⁰, mais aussi l'incapacité pour la justice de se détacher des injonctions politiques – comme l'ont révélé les scénarios quelque peu ubuesques des affaires Balemby⁵¹ et Mararv⁵² –, ont ruiné la foi des Centrafricains en leurs institutions.

Maurice Hauriou a consacré une part considérable de ses travaux à la notion d'institution. Comme structure, expose-t-il, l'institution requiert une intériorisation par ses acteurs de l'idée partagée d'une œuvre à réaliser (Hauriou, 1986 : 89-128)⁵³. Cette intériorisation par les acteurs institutionnels de l'œuvre à réaliser constitue le ressort même de l'institution, son objet, le projet qui l'anime (Tanguy, 1991 : 61-79, voir principalement p. 68 et p. 70). Une fois que l'idée de l'œuvre à réaliser prend vitalité et stimule réellement les acteurs institutionnels, et dès l'instant où s'accomplit son intériorisation profonde, on est alors face à une institution forte, solide, d'autant que celle-ci, répondant à son objectif et traversant les maintes épreuves jamais absentes au sein d'une société, saura s'inscrire dans la durée en dépit du renouvellement

49. *Libération*, 4 décembre 1996. Propos repris dans Jean-Paul Ngoupandé (1997 : 11).

50. Un exemple : l'article 26 de la Constitution du 27 décembre 2004 prescrivait formellement : « Dans les trente jours qui suivent la prestation de serment, le président de la République nouvellement élu fait une déclaration écrite de patrimoine déposée au greffe de la Cour constitutionnelle qui la rend publique dans les huit jours francs ». François Bozizé n'en a eu cure, et ni l'Assemblée nationale ni la Cour constitutionnelle n'ont eu le courage de lui rappeler le caractère impératif de ces dispositions.

51. Célèbre affaire pour laquelle François Bozizé, le 10 juin 2010, se rendit personnellement au parquet de Bangui pour exiger l'arrestation d'individus qu'il tenait, lui, pour coupables. Le soir de ce même 10 juin 2010, il tint un discours aussi surprenant que belliqueux, appelant « gendarmes, policiers et magistrats » à lui conduire les intéressés afin que lui-même les « mette en pièces »...

52. La poursuite exercée à partir de fin mars 2012 contre le Suédois Erik Mararv, exploitant de la société *Central African Wildlife Adventures* (CAWA), – ainsi que de son collaborateur britannique David Simpson et de onze personnels locaux – a certes débouché sur une mesure juridictionnelle saine le 6 septembre 2012. Mais les circonstances contestables dans lesquelles ont été menées les investigations dès le départ, la confusion avec des considérations politiques et sécuritaires, les soupçons d'entrecroisements d'intérêts entre certaines autorités hostiles au principal mis en cause Erik Mararv, ont nécessité maintes interventions des légations diplomatiques et surtout de Human Rights Watch (HRW). Voir le courrier du HRW, signé du directeur de la division Afrique, et adressé au ministre de la Justice le 28 avril 2012.

53. C'est dans son étude de 1925, *La théorie de l'institution et de la fondation – Essai de vitalisme social*, qu'Hauriou donne à sa recherche sur l'institution sa forme la plus aboutie.

continuel des hommes qui la portent. Or, la démission quasi-permanente en Centrafrique des acteurs institutionnels face aux dérives du pouvoir atteste que nulle idée d'œuvre à réaliser n'est partagée, encore moins intériorisée, la plupart de ces acteurs privilégiant manifestement des impératifs plus personnels. À la confiscation de véhicules de l'État durant les deux étapes de la transition par des ministres et des conseillers à la présidence, a par exemple répondu l'inertie d'un parlement de transition et d'une justice comme figés dans « une discipline de prudence »⁵⁴. Amputées ainsi du sens de l'État, qui leur eût donné une signification, les institutions en sont réduites à ne servir qu'en contre-emploi.

En définitive, par une ré-articulation permanente de la doxa commune, des institutions fortes en Centrafrique auraient contribué à adoucir les conflits et à désamorcer les affrontements, avec une réaffirmation appropriée du postulat unificateur de la société. Le terme « instituer » est au reste issu de la latinité et se réfère aux « aménagements concrets du pouvoir de symboliser d'une société » (Legendre, 2001 : 41). Il désigne tout mécanisme ayant pour objet d'ordonner, de réguler, « d'assurer la permanence d'un monde commun » afin d'écarter « la violence du champ des relations entre les hommes et [de produire] de la confiance en réduisant l'incertitude de ces relations » (Garapon et Salas, 2006 : 11).

Nier cette évidence, maudire les structures étatiques du seul fait de l'extranéité de leur origine comme le font certains avec toute la bonne foi du monde (Sarr, 2016 : 24 ; Badie et Birnbaum, 1979 : 104 ; Le Roy, 2004 : XVII et 73), c'est perdre de vue les souffrances et les drames collectifs auxquels le pays se confronte continuellement. Il semble peu pertinent en Centrafrique en effet de culpabiliser les institutions en raison seulement de leur filiation occidentale, alors même que les problèmes posés résultent de la fragilité – ou de l'inexistence – de ces institutions plutôt que de leur fonctionnement régulier. On connaît du reste la célèbre illustration de la colombe d'Emmanuel Kant : celle-ci se plaint de la gêne occasionnée par la résistance de l'air ; elle volerait mieux, croit-elle, sans la résistance de l'air, oubliant que c'est l'air précisément qui lui permet de voler⁵⁵. Le malentendu prévalant autour des institutions étatiques en Afrique est de même facture dans la mesure où elles

54. Les journaux locaux, en leur temps, firent leurs choux gras de ces confiscations de véhicules de l'État par des particuliers sans que les cas dénoncés n'émeuvent les institutionnels. Il a fallu, début 2016, l'investiture d'un nouveau président de la République pour que l'inspection générale d'État se mette en mouvement à ce propos, accréditant ainsi l'idée que les institutionnels en Centrafrique servent le pouvoir politique plutôt qu'une « œuvre à réaliser ». Voir <http://sango-ti-kodro.over-blog.com/2016/03/societe-pillage-du-parc-automobile-de-l-etat-par-des-personnalites-de-la-transiti-on.html> ; voir également : http://www.alwihdainfo.com/Centrafrique-un-citoyen-interpelle-l-inspecteur-general-d-Etat-au-sujet-des-detournements-de-biens-publics_a35518.html.

55. Emmanuel Kant, *Critique de la raison pure*, vol. 1, Éditions Librairie de Ladrangé, 1835, p. 43.

sont critiquées dans une superbe indifférence de ce qu'elles ont contribué à façonner d'utile en dépit de leur fragilité. Elles sont vilipendées uniquement pour leur généalogie, sans égards par ailleurs pour l'action d'utilité publique porteuse de sens qu'elles promouvraient si leur fonctionnement régulier était assuré⁵⁶. La logique identitaire dans ces critiques que développent les tenants du relativisme culturel prend malencontreusement le dessus, là où devrait en principe se poser la question la plus cruciale, à savoir quelle société projette-t-on dans le futur et comment y garantir la convivialité. Cette question « occupe une place centrale chez les philosophes de l'*eidos* et de la *physis* » comme Platon et Aristote tandis qu'elle est fâcheusement « gommée chez les philosophes de l'histoire », déplore avec ironie mais avec force justesse Cornelius Castoriadis (1998 : 399). Car si estimables soient les cultures, elles gagneraient à passer par les modalités concrètes qui sont celles de l'argumentation, de l'adaptation, de l'applicabilité au travers de structures qui en garantissent la cohérence avec la finalité recherchée. En outre, par-delà l'échelle nationale, ce sont les institutions étatiques qui donnent au pays les moyens d'un langage intelligible avec les autres États, dans ce monde où faire table rase de l'environnement international est un exercice périlleux. Et les chercheurs qui, comme Chabal et Daloz, ont pu croire que la fragilité des institutions en Afrique et le désordre qui en découle pourraient assurer une autorégulation sociale, débouchent quant à eux, s'agissant du Centrafrique, sur des conclusions fort compliquées à assumer (Chabal et Daloz, 1999). D'autant que le désordre dû aux confrontations meurtrières dans ce pays n'a jamais assuré et n'assurera jamais une autorégulation sociale.

C'est ici le lieu de s'interroger sur l'armature des violences si souvent libérées. Comment des groupes armés se revendiquant initialement d'être une rébellion sociale contre un État en déperdition finissent-ils par devenir la réplique dépravée de l'État qu'ils entendaient corriger ? Il faut admettre avec Paul Richards que la nature violente de ces mouvements appelle d'être « comprise en relation avec les modes d'expression de la violence déjà inscrits dans la société » (Richards, 2005 : 1). Ces groupes armés agissent en effet au sein d'un contexte historique et socio-économique centrafricain précis, qui contribue sans nul doute à alimenter leurs délires.

À cet égard, la part de responsabilité des forces régulières ne peut être éludée. Par leurs débordements répétés, les forces régulières ont contribué à fournir aux groupes armés des exemples d'atrocités et de violences à imiter.

56. C'est à juste titre que Jean-François Bayart (1996 : 8) refuse d'appréhender les institutions en Afrique comme des phénomènes superficiels qui resteraient à la surface de la société. Car ces institutions déterminent souvent en profondeur, parfois par l'effet de la longue durée, une culture et des comportements. Les institutions dépendent certes des cultures mais les cultures également dépendent des institutions : les interférences sont ainsi donc réciproques et multiples.

Les incendies de villages entiers, par exemple, ne sont guère en Centrafrique une invention des bandes armées : sitôt le début des années 1980, c'est un général de l'armée régulière qui a cru faire œuvre d'une action militaire d'éclat en incendiant plusieurs villages autour de la ville de Paoua ; un autre général a réitéré quelques mois plus tard le sordide exercice autour de la ville de Markounda ; récemment, c'est un capitaine qui a imité ses « anciens » dans les mêmes localités, ce qui lui vaut à ce jour un surnom bien peu élogieux⁵⁷.

Certes, des scènes de manducation de chair humaine ont été théâtralisées par un anti-*balaka* dans les délires de 2014. Andrea Ceriana Mayneri, sans vouloir les justifier, a développé à ce propos une analyse qui en éclaire les ressorts (2014 : 179-193, citation p. 192). Abstraction faite de cette monstruosité, il est inexact de prétendre que les autres atrocités dont font montre les groupes armés sont inédites en Centrafrique. Les assassinats suivis de mutilation du membre viril, entre autres, sont couramment perpétrés par des Forces armées centrafricaines (FACA). Le colonel Christophe Grélombé, ancien ministre de l'Intérieur sous André Kolingba, ainsi que son fils Martin, ont péri en décembre 1996 sous des cruautés similaires après leur enlèvement par cette « force régulière de l'État » (Ngoupandé, 1997 : 152)⁵⁸. Et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) en évoquant d'autre part en 2002 l'assassinat du lieutenant-colonel Alphonse Konzi, fit la description suivante : « le Colonel a été torturé, gorge tranchée, bouche déchirée, sexe mutilé et tailladé. Son corps faisait état de gerçures et autres stigmates dus à des brûlures de sac en plastique » (FIDH, 2002 : 17)... Il ne s'agit pas ici de justifier les violences et autres horreurs imputables aux bandes armées, loin s'en faut. Il s'agit plutôt de reconstituer la trame qui y est sous-jacente et de ne pas se bander les yeux.

Les extorsions de fonds et autres rackets dont sont également coupables ces bandes armées semblent tout aussi être en partie les avatars des pratiques de l'armée nationale, sur fond de la corruption généralisée bien connue à travers le pays. Systématiquement toutes les ONG internationales familiarisées avec

57. À propos de ces brutalités militaires, Human Rights Watch (HRW, 2007 : 4) en fournit une illustration éloquent. Sitôt la page 4 de son rapport du 14 septembre 2007, elle mentionne : « Des centaines de civils ont été tués, plus de dix mille maisons ont été incendiées et environ 212 000 personnes terrorisées ont fui de chez elles pour aller vivre dans de terribles conditions au plus profond de la brousse [...]. La vaste majorité des exécutions sommaires et des morts illégales, ainsi que presque tous les incendies de villages, ont été commis par les forces gouvernementales, souvent en représailles aux attaques rebelles ». C'est nous qui soulignons.

58. Qui pis est, à la page 146 du même ouvrage, l'auteur décrit une scène on ne peut plus sinistre concernant ces deux victimes : « Vision cauchemardesque [...] que celle de ces deux corps, affreusement mutilés, conduits comme un trophée par leurs tortionnaires, en un parcours qui se prenait pour une marche triomphale, sur l'avenue de l'Indépendance puis à travers Boy-Rabé, en plein jour. Autant dire que les assassins de Christophe Grélombé n'avaient éprouvé aucun besoin de dissimuler leur acte, présenté sans la moindre gêne à leurs partisans comme une vengeance ».

les provinces du Centrafrique ont été, plus d'une fois, témoins des taxations illicites auxquelles les éléments de l'armée assujettissaient les populations jusqu'en 2013⁵⁹. Or, c'est sur un modèle identique que les bandes armées, partout où elles étendent leur autorité, usent d'extorsion de fonds comme dispositif de rentes.

La quête du profit, il est vrai, n'explique pas en elle-même pourquoi les groupes armés s'éloignent de leur agenda politique initial, ni pourquoi ils finissent par reproduire les pathologies de l'État qu'ils contestent. L'analyse portée par Caspar Fithen et par Paul Richards pour la Sierra Leone trouve, de ce point de vue, sa réplique en République centrafricaine : « Le RUF⁶⁰ », écrivent ces deux chercheurs, « représente un paradoxe. Il affirmait vouloir une société plus juste et a fini comme une machine à tuer arbitraire et hasardeuse », à la recherche de toute forme de profit pour ses membres⁶¹. C'est un constat identique qui pourrait s'établir à propos des anti-*balaka* et des Séléka. Comprendre la contradiction entre les discours de libération de ces deux entités et les actes de brutalité et d'asservissement dont ils font montre requiert sans nul doute une étude appropriée.

Conclusion

Depuis l'accession du pays à l'Indépendance, l'État et ses structures n'ont cessé de passer pour des extensions de la personne du président et pour ses leviers d'enrichissement personnel chaque fois qu'il le désire. Un mode néo-patrimonial de gestion du pouvoir s'est ainsi instauré et perpétué, nourrissant le même népotisme et la même ethnicité, alimentant les mêmes procédures de prélèvements indus, les mêmes arrangements et les mêmes combines, le tout libéré dans un même contexte de dysfonctionnement de l'État et à la faveur d'une même démission des élites.

La constante vulnérabilité des circuits financiers du pays, résultat de passe-droits et d'arbitraire⁶², a favorisé l'apparition de ce que Béatrice Hibou

59. La connivence de la hiérarchie militaire à cet égard est difficilement contestable, la devise allègrement répétée dans les cercles privés de l'armée étant que « le fantassin se nourrit sur le terrain ». Tout se passe d'ailleurs parfois comme si, est tenu pour être du courage militaire, le fait de cogner, de confisquer des biens, d'extorquer des fonds en répandant la terreur. Rarement véritable sanction a été infligée pour de tels débordements.

60. Le *Revolutionary United Front* (RUF) est le groupe armé créé par Foday Sankoh et qui demeure le principal responsable de la guerre civile qu'a connu la Sierra Leone.

61. Cité par Morten Boas et Kathleen Jennings, « Lutttes armées, rebelles et seigneurs de la guerre : le spectre du patrimonialisme », paru dans Bach et Gazibo (dir.), 2011 : 175-190, citation p. 179.

62. Le classement de la République centrafricaine au *Doing Business* n'a jamais été fameux et révèle indiscutablement l'insécurité du climat des affaires en ce pays, c'est-à-dire les passe-droits et l'arbitraire

a nommé « une économie des vilains tours » (1997 : 105-158, citation p. 152), un système de prédation qu'encourageant l'impunité mais aussi la résignation des usagers du service public⁶³. Cette « économie des vilains tours » ne pouvait guère aller sans susciter des frustrations ni sans libérer violemment d'autres appétits chez les exclus. De multiples groupes insurrectionnels ont donc trouvé à se constituer⁶⁴, en exploitant l'inanité d'un État alors déjà qualifié d'« État fantôme »⁶⁵. S'emparant de vastes localités où ils ont rapidement réussi à contrôler les ressources, destituant les représentants du pouvoir et nommant leur propre personnel, ces groupes, depuis lors, y lèvent « l'impôt » et perçoivent des « taxes » dont le produit alimente la cassette personnelle de leurs responsables. Du fait de la pression d'une communauté internationale exhortant le pouvoir à négocier le ralliement de ses opposants armés, des chefs d'insurrections ont fait leur entrée au gouvernement tandis que leurs combattants, restés à distance des ressources étatiques convoitées, perpétuent le conflit dans la perspective d'obtenir eux également un accès au système de rentes. Comme l'a relevé avec dérision mais justesse un militaire français connaisseur du pays : « On fait le coup de feu pour obtenir quelque chose : le pouvoir, si on a les moyens d'aller jusqu'au bout ; au moins un beau poste, quand on est acculé à négocier son ralliement » (ICG, 2007 : 23).

Le dévoiement des institutions en est venu ainsi à franchir un seuil jamais égalé, créant un déficit de légitimité tel que chacun se croit apte à servir comme ministre, comme colonel ou général si ce n'est comme président⁶⁶. Chaque structure publique ou privée, en fonction des rentes qu'elle est censée garantir à son titulaire, a alors entrepris d'être dépecée entre factions rivales.

On le voit, les objectifs économiques personnels des uns et des autres dépassent les préoccupations idéologiques et politiques. De surcroît, les belligérants et « leurs » hommes d'affaires respectifs⁶⁷ tentent chaque fois

ambiants. En 2016, sur 189 économies, la République centrafricaine est classée à la 185^e place. Voir le site de la Banque mondiale : <http://francais.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/central-african-republic/>, consulté le 28 janvier 2016.

63. Il faut noter en passant qu'il se rencontre encore, dans tous les circuits de l'administration du pays, des cadres d'une haute intégrité, lassés et déçus par la gravité du phénomène de clientélisme et de corruption dont ils commentent souvent les manifestations. Le constat chez eux, auquel il convient de souscrire, est que le double langage des responsables politiques, la résignation des usagers du service public et l'enchâssement des mécanismes corruptifs se joignent pour conduire le système à s'auto-alimenter.

64. Il fut recensé en Centrafrique jusqu'à quatorze groupes armés simultanément. Voir ICG, 2014 : 2.

65. Titre devenu emblématique d'un rapport d'International Crisis Group (2007).

66. Significative fut la surabondance des candidatures aux dernières présidentielles. Près de soixante-dix candidatures furent annoncées ; quarante-cinq dossiers finalement furent enregistrés à la Cour constitutionnelle. À l'arrivée, ce furent tout de même vingt-neuf candidatures qui subsistèrent pour un pays de moins de cinq millions d'habitants. Voir <http://www.jeuneafrique.com/285221/politique/presidentielle-en-centrafrique-29-candidats-retenus-bozize-recalc/>.

67. Pour illustration, la prise de pouvoir de la Séléka a été qualifiée de « coup d'État de diamantaires »

de renverser les rapports de force afin pour les uns, de tenter de conforter leur pouvoir, et pour les autres, d'arracher à leur tour le contrôle exclusif des ressources. Mais chaque fois également, l'épreuve tourne au désastre : une suspension fonctionnelle de l'État qui jette le pays dans l'agonie.

Le Centrafrique a vu échouer plusieurs initiatives internationales pourtant destinées à sa stabilisation. Le refus de certains internationaux de moduler leurs stratégies de réponse à la crise, en fonction d'une analyse pertinente de l'environnement moral et des motivations des forces en présence, en est l'une des principales causes. Dépourvue d'ailleurs, tout bien considéré, de stratégie et de ligne directrice claires, la communauté internationale appelée à intervenir dans le schéma chaotique décrit s'est employée à se décrédibiliser en exigeant le rachat des seigneurs de guerre, légitimant ainsi les motivations vénales des affrontements décriés. « Il faut faire avec tout le monde » est devenu le credo, l'orientation prescrite aux différents gouvernements de transition, et aujourd'hui encore, au nouveau gouvernement issu des urnes. En même temps qu'est réclamée la mise en place d'équipes gouvernementales acquises à une véritable rupture, s'exige l'entrée au gouvernement de gens seulement préoccupés de s'approprier une part des ressources publiques, et aussi se prône la lutte contre l'impunité⁶⁸. Stratégie aussi indéchiffrable que lourde d'un scandale moral.

Revenons aux acteurs nationaux. Les délices personnels qu'offre le néopatrimonialisme, la volonté de contrôler les ressources de l'État à des fins individuelles expliquent pour une grande part en définitive les interminables rapports conflictuels dont le pays est le théâtre. Tous les coups semblent permis, coalition avec des chefs de guerres extérieurs comme recrutements de mercenaires nationaux pour s'imposer militairement.

Brader les ressources du sous-sol dans un tel contexte paraît être une virtuosité. Le responsable d'un mouvement armé, au travers d'une missive rendue publique, a sollicité de la France en octobre 2015 qu'elle veuille bien le laisser marcher sur Bangui, en contrepartie de quoi il lui céderait le « gisement pétrolier de Ndélé et de certains blocs situés au nord-est de Birao »⁶⁹. Français

en raison de l'appui dont elle a bénéficié auprès de nombreux acteurs de la filière du diamant. Voir ICG, 2014 : 12.

68. L'incompatibilité entre le programme de DDR d'une part, qui suppose la non-poursuite des ex-combattants, et la création d'une Cour pénale spéciale d'autre part, qui elle participe de la lutte contre l'impunité, rend compte de la contradiction où se prennent les pieds certains internationaux. L'incohérence n'est pas nouvelle : dans une déclaration de son président en 2007 déjà, le Conseil de sécurité des Nations unies encourageait « le gouvernement à poursuivre ses discussions avec les groupes rebelles », c'est-à-dire à leur offrir des responsabilités dans l'appareil de l'État, mais exhortait tout autant les autorités du pays à « lutter contre l'impunité ». Voir Déclaration à la presse du président du Conseil de sécurité sur la République centrafricaine, SC/9069, AFR/1556, 3 juillet 2007.

69. Copie de ce courrier daté du 30 octobre 2015, et adressé à l'ambassadeur de France en

Bozizé de son côté, et dans la même période, adressait un courrier tout aussi troublant à François Hollande, lui demandant de l'autoriser à concourir aux présidentielles, en retour de quoi il ouvrirait avec la France des « discussions franches sur les questions à l'origine de certaines incompréhensions ayant terni, à tort, [son] image »⁷⁰.

Cette posture peu valorisante de certains acteurs nationaux vis-à-vis de la France devrait appeler à relativiser les théories faciles de complot tant ressassées, théories qui culpabilisent à tout va l'ancienne métropole comme étant la cause exclusive de tous les malheurs du Centrafrique. Sur ce point, le tissu de contradictions qui brouille la vue quant aux responsabilités des fils et filles du pays nécessitera un jour d'être déchiffré.

Bibliographie

Amselle J.-L., 1987 - « L'ethnicité comme volonté et comme représentation : à propos des Peuls du Wasolon ». *Annales ESC*, mars-avril, n° 2, p. 465-489.

Bach D. et Gazibo M. (dir.), 2011 - *L'État néopatrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*. Ottawa : University of Ottawa Press.

Bacon F., 1999 - *Essais de morale et de politique*. Paris : L'Arche.

Badie B., 1992 - *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. Paris : Fayard.

Badie B. et Birnbaum P., 1979 - *Sociologie de l'État*. Paris : Grasset-Fasquelle.

Balandier G., 1965 - « Problématique des classes sociales en Afrique noire », *Cahiers internationaux de sociologie*. vol. 38, janvier-juin, p. 131-142.

Bayart J.-F., 1996 - « L'historicité de l'État importé ». *Les cahiers du CERI*, n° 15, p. 1-44.

—, 2006 - *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Paris : Fayard. [1989]

Bayart J.-F., Ellis S. et Hibou B., 1997 - *La criminalisation de l'État en Afrique*. Bruxelles : Éditions Complexe.

Berman É. et Lombard L., 2008 - *La République centrafricaine et les armes légères, une poudrière régionale*. Genève : Small Arms Survey. <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/D-Book-series/book-07-CAR/SAS-Central-African-Republic-Small-Arms-FR.pdf>

Bigo D., 1988 - *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*. Paris : Karthala.

Bourmaud D., 1997 - *La politique en Afrique*. Paris : Montchrestien.

Centrafrique, a été publiée par l'hebdomadaire *Jeune Afrique* dans sa parution du 22 novembre 2015. Son authenticité ne fait nul doute, l'auteur nommé Nourredine Adam s'étant abstenu de tout démenti.

70. Radio France Internationale, « Centrafrique : quand Bozizé et Adam draguent la France », 19 novembre 2015, disponible à l'adresse : <http://www.jeuneafrique.com/mag/278830/politique/centrafrique-quand-bozize-et-adam-draguent-la-france/>.

Briquet J.-L. et Sawicki F., 1998 - *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*. Paris : Presses universitaires de France (PUF).

Cabinet 2AC, 2013 - « RCA : état des lieux de la situation de trésorerie au 28 février 2013 », *Rapport de mission*. vol. 1, avril.

Castoriadis C., 1998 - *Les carrefours du labyrinthe*. vol. 1, Paris : Le Seuil.

Ceriana Mayneri A., 2014 - « La Centrafrique, de la rébellion Séléka aux groupes anti-balaka (2012-2014) : usages de la violence, schème persécutif et traitement médiatique du conflit ». *Politique africaine*, 2, n° 134, p. 179-193.

Chabal P. et Daloz J.-P., 1999 - *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*. Paris : Economica.

Chauvin E., 2009 - « Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique. Bangui (1996-2001) ». *Enjeux*, n° 40, p. 30-38.

Collectif, 2000 - *L'Afrique politique : démocratie plurielle et démocratie non libérale, guerre et paix de la corne à Prétoria*. Paris : Karthala, p. 197-208.

Darbon D., 1990 - « L'État prédateur », *Politique africaine*. n° 39, septembre, p. 37-45.

Day C. et Enough Project, 2016 - *Tours de manège à Bangui. Comment le recyclage des élites politiques aggrave l'instabilité et la violence en République centrafricaine*. Rapport, août. http://www.enoughproject.org/files/BanguiCarousel_080216_French.pdf

Decalo S., 1989 - *Psychoses of power: African personal dictatorships*. Boulder : Westview Press.

Eisenstadt S., 1973 - *Traditional patrimonialism and modern neopatrimonialism*. Beverly Hills : Sage Publications.

Faltas S., 2001 - "Mutiny and Disarmament in the Central African Republic". In : S. Faltas et J. Di Chiaro III (dir.), *Managing the remnants of war: Micro-disarmament as an element of peace-building*. Baden-Baden : Nomos, p. 77-96.

Fauré Y.A. et Médard J.-F., 1994 - « L'État business et les politiciens entrepreneurs. Néo-patrimonialisme et Big men : économie et politique ». In : Y.A. Fauré et S. Ellis, *Les entrepreneurs en Afrique*, Karthala, p. 289-309, citation p. 290.

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), 2002 - *Droits de l'homme en République centrafricaine. Discours et réalité un fossé béant*. Rapport n° 324, février.

Garapon A. et Salas D., 2006 - *Les nouvelles sorcières de Salem. Leçons d'Outreau*. Paris : Seuil.

Gonidec P.-F., *L'État africain*. T. VIII, Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence (LGDJ).

Hauriou M., 1933 - « Aux sources du droit. Le pouvoir, l'ordre et la liberté ». *Cahiers de la Nouvelle Journée*, n° 23, p. 89-128. [réimprimé en 1986, Caen, Bibliothèque de philosophie politique et juridique]

Hibou B., 1997 - « Le capital social de l'État falsificateur, ou les ruses de l'intelligence économique ». In : J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou, *La criminalisation de l'État en Afrique*. Paris : Éditions Complexe, p. 105-158, citation p. 152.

Hugon P., 2009 - « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains ». *Hérodote*, 3, n° 134, p. 63-79.

—, 2014 - *Les défis de la stabilité en Centrafrique*. Paris : Publication de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), février.

Human Rights Watch (HRW), 2007 - *État d'anarchie. Rébellions et exactions contre la population civile*. 14 septembre. http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/car0907_frwebwcover.pdf

Huntington S. P., 1997 - *Le Choc des civilisations*. Paris : Odile Jacob.

International Crisis Group (ICG), 2007 - « République centrafricaine : anatomie d'un État fantôme ». *Rapport Afrique*, n° 136, 13 décembre.

—, 2010 - « De dangereuses petites pierres : les diamants en République centrafricaine ». *Rapport Afrique*, n° 167, 16 décembre.

—, 2013 - « République centrafricaine : les urgences de la transition ». *Rapport Afrique*, n° 203, 11 juin.

—, 2014 - « La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation ». *Rapport Afrique*, n° 219, 17 juin.

—, 2015 - « Les racines de la violence ». *Rapport Afrique*, n° 230, 21 septembre.

Kalck P., 1995 - *Barthélémy Boganda 1910-1959. Élu de Dieu et des Centrafricains*. Saint Maur des Fossés : Éditions Sepia.

Lafay J.-D. et Lecaillon J., 1993 - *La dimension politique de l'ajustement économique*. Paris : OCDE.

Léaba O., 2001 - « La crise centrafricaine de l'été 2001 ». *Politique africaine*, 4, n° 84 : 163-175.

Legendre P., 2001 - *De la société comme texte. Linéaments d'une anthropologie dogmatique*. Paris : Fayard.

Le Roy É., 2004 - *Les Africains et l'institution de la Justice, entre mimétismes et métissages*. Paris : Dalloz.

Marchal R. et Messiant C., 2002 - « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier ». *Critique internationale*, 3, n° 16, p. 58-69.

Médard J.-F., 1990 - « L'État patrimonialisé ». *Politique africaine*, n° 39, septembre, p. 25-36.

Mehler A. et da Cruz V., 2000 - République centrafricaine : la démocratie n'est pas un vaccin – Politique formelle et informelle. In : *L'Afrique politique 2000. Démocratie plurielle et démocratie non libérale, guerre et paix de la corne à Prétoria*. Paris : Karthala, p. 197-208, p. 199.

Melly P., 2001 - "Central African Republic. Uncertain Prospects". *Writenet*, article n° 14, mai, Genève : UNHCR.

Ngoupandé J.-P., 1997 - *Chronique de la crise centrafricaine 1996-1997. Le syndrome Barracuda*. Paris : L'Harmattan.

OCDE, 2000 - avec la participation de J. Cartier-Bresson, G. Sacerdoti et M. Pieth, *Affairisme, la fin du système : comment combattre la corruption*. Paris : OCDE.

Olivier de Sardan J.-P. et Blundo G., 2001 - « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest ». *Politique africaine*, 3, n° 83, p. 8-37.

Pabanel J.-P., 1984 - *Les coups d'État militaires en Afrique*. Paris : L'Harmattan.

Porteous T., 2003 - « L'évolution des conflits en Afrique subsaharienne. *Politique étrangère*, n° 2, p. 307-320.

Prunier G., 1991 - Violence et histoire en Afrique ». *Politique africaine*, n° 42, juin, p. 9-14.

Richards P., 2005 - "New war. An ethnographic approach". In : P. Richards (dir.), *No peace, no war : An anthropology of contemporary armed conflicts*, Athens (OH)/Oxford : Ohio University Press/James Currey, p. 1.

— (dir.), 2005 - *No peace, no war: An anthropology of contemporary armed conflicts*. Athens (OH)/Oxford : Ohio University Press/James Currey.

Rosanvallon P., 2011 - *La société des égaux*. Paris : Seuil.

Sarr F., 2016 - *Afrotopia*. Paris : Éditions Philippe Rey.

Serre J., 2007 - *David Dacko : premier président de la République centrafricaine, 1930-2003*. Paris : L'Harmattan.

Sindzingre A.N., 2011 - « Le néo-patrimonialisme et ses réinterprétations par l'économie du développement ». In : D. Bach et M. Gazibo (dir.), *L'État néopatrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*. Ottawa : University of Ottawa Press, p. 117-150, citation p. 133.

Supiot A., 2015 - *La Gouvernance par les nombres – Cours au Collège de France (2012-2014)*. Paris : Fayard.

Tanguy Y., 1991 - « L'institution dans l'œuvre de Maurice Hauriou. Actualité d'une doctrine ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, n° 107, p. 61-79.

Theis V., 2003 - « Image de l'institution pontificale. Revue critique de la collection *La corte dei papi* (Viella) ». *Médiévales*, n° 45, automne, p. 159-172.

Vidjinnagni E.A., 2003 - « Liberté de la presse et "affairisme" médiatique au Bénin ». *Politique africaine*, 4, n° 92, p. 157-172.

Weber M., 1971 - *Économie et société*, 1 – Les catégories de la sociologie. Paris : Plon.

—, 1978 - *Economy and society*. Berkeley : University of California Press.

- , 1985 - *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Plon.
—, 1996 - *Sociologie des religions*. Paris : Gallimard, [textes réunis, traduits et présentés par Jean-Pierre Grossein].
—, 2013 - *La domination*. Paris : La Découverte.

Résumé

Des dissensions intestines déchirent la République centrafricaine depuis vingt ans. Sans en nier les implications extérieures, cet article souligne les facteurs qui, propres au caractère néo-patrimonial de cet État, sont porteurs d'exclusion et de violences. La confusion entre l'exercice du pouvoir et des considérations économiques personnelles a fait du contrôle des ressources de l'État, chez nombre d'acteurs nationaux en effet, l'un des principaux enjeux de l'engagement politique. Ce néo-patrimonialisme, auquel se rattachent l'instrumentalisation de l'ethnicité mais aussi l'utilisation du népotisme et du clientélisme comme critères de distribution des ressources convoitées, concourt ainsi à éclairer les violences en Centrafrique.

Mots-clés : affairisme, clientélisme, conflit, corruption, ethnicité, institution, néo-patrimonialisme, népotisme, ressources, État, Centrafrique

Abstract

Control over State resources, a political issue in conflicts in Central African Republic

Intestine dissensions have torn apart the Central African Republic for 20 years. Without denying the outside implications, this article underlines the factors which, peculiar to the neo-patrimonial character of this State, bring exclusion and violence. The confusion between the exercise of power and personal economic considerations turned the control of the State resources, to number of national actors indeed, into one of the main stakes in the political commitment. This neo-patrimonialism, with which are connected the instrumentalization of the ethnicity but also the use of nepotism and clientelism as the criteria of distribution of the coveted resources, so contributes to enlighten the violence in Central Africa Republic.

Keywords: *business, clientelism, conflict, corruption, ethnicity, institution, neo-patrimonialism, nepotism, resources, State, Central African Republic*